

Intervention de Son Excellence,

Monsieur José Maria Veiga,

Ministre de l'Environnement du Développement Rural et des Ressources
Marines du Cap Vert, lors de la Réunion de Haut Niveau sur le
Changement climatique, Copenhague, le 17 Décembre 2009

Monsieur le Président,

Altesses Royales,

Mesdames Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames Messieurs,

Le Cap Vert s'associe aux déclarations faites dans cette enceinte au nom de
l'AOSIS, de l'Afrique et du Groupe des 77 et de la Chine.

Monsieur le Président, vous présidez aux assises les plus importantes et
sans doute les plus difficiles des temps présents. C'est dire que nous
saisissons dans toute sa dimension la complexité et la délicatesse de votre
tache et tenons à vous saluer et vous témoigner de la collaboration de la
délégation du Cap Vert pour faire de cette Conférence le succès que nous
en attendons tous.

Monsieur le Président, en venant à Copenhague nous avons le sentiment
que face aux menaces du changement climatique désormais connues,
désastreuses et pressantes pour toute l'humanité, la présente conférence
nous permettrait de finaliser le processus de négociations depuis l'adoption
du plan d'action de Bali.

Nous sommes toujours convaincus de parvenir aux conclusions que le monde attend de nous pour faire face aux retombées dramatiques du réchauffement de la planète.

En effet nous continuons d'espérer que jusqu'au dernier jour et du fait de la présence à Copenhague de tant de Chefs d'État et de Gouvernement et d'éminentes personnalités d'institutions renommées, nous saurons réagir et trouver les assurances et les engagements nécessaires qui nous permettront de sauver ce qui mérite de l'être et d'assurer l'avenir. Car les menaces du fait du climat sont réelles et nous courons collectivement des risques majeurs qui affecteront de proche en proche, les plus exposés et les plus vulnérables d'entre nous, comme les petits États insulaires, les États côtiers, l'Afrique en général, les pays les moins avancés et enfin, la communauté humaine en général.

Les pays les plus vulnérables qui sont dans le même temps les plus menacés et figurent dans leur écrasante majorité parmi les plus pauvres n'ont pas d'autres choix que de demander que nos discussions puissent aboutir à un document crédible, juridiquement contraignant dans ses deux subdivisions fondées sur le Protocole de Kyoto et sur la Convention.

Plus que des assurances ou des promesses, ces pays attendent des engagements consistants et des actes concrets correspondant à leurs attentes.

Avec eux, comme eux, des millions d'êtres humains qui voient les conditions climatiques extrêmes devenir de plus en plus fréquents et dévastateurs, espèrent des réductions drastiques des émissions de gaz à effet de serre, selon les données scientifiques disponibles. Car une

augmentation supérieure serait dévastateur pour l'ensemble des Petits États Insulaires en Développement et menace sérieusement le survie de plusieurs d'entre nous sur nos terres.

En effet, pour certains pays présents dans cette salle il est plus que temps d'agir, car ils vivent déjà aujourd'hui, dans l'angoisse de lendemains incertains.

Dans la présente conjoncture qui doit être d'actions convergentes et en synergie, nous pensons que des mesures doivent être prises d'urgence par tous, pays développés et pays en développement pour assurer la réduction drastique des émissions dans le cadre du principe de responsabilités communes mais différenciées.

Pour cela, des financements adéquats, prévisibles et disponibles dans une architecture qui permette l'accès rapide aux fonds à ceux qui en ont besoin dans l'urgence doivent être établis très rapidement. Le transfert de technologies également devient plus que jamais nécessaire et urgent et nécessite des moyens importants.

Le Cap Vert s'attache pour sa part, à travers une action commencée dès notre indépendance en 1975, à atténuer les effets de la sécheresse et de la désertification à travers le reboisement, la création de conditions pour la protection de sa biodiversité, des ses côtes et le développement d'énergies renouvelables profitant ainsi, au mieux, de ses richesses naturelles que sont le soleil et le vent, les seules dont il dispose.

Le Gouvernement s'est lancé, plus récemment, en partenariat avec le secteur privé, dans un ambitieux programme de création de parcs éoliens

qui permettront au pays de contribuer à la réduction de l'émission des gaz à effet de serre.

En contact avec nos partenaires dans ce cadre, nous voulons envisager avec optimisme le futur. Notre souhait est que nous puissions effectivement réaliser nos projets de développement dans un environnement plus propres et propices et que les générations futures puissent en profiter comme c'est leur droit.

Pour terminer, je dirais que nous avons l'espoir que cette conférence permettra à nos enfants de rêver à des lendemains qui chantent et puisque l'espoir fait vivre, osons ensemble décider de sauver la planète et la vie sur terre. Pour nos enfants.

Je vous remercie.